



AMBASSADE DE SUISSE
EN BULGARIE

SOFIA, le 15 mai 1973

ul. Chipka 33
Téléphone 443198

Réf.: 381.0 - GU/1e

Monsieur Pierre Graber
Conseiller fédéral
Chef du Département politique

Rapport politique No 2

B e r n e

en					c/a
Datum					B. 5. JUNI 73
Visa					<i>[Signature]</i>
EPD		B. 5. JUNI 73			
Ref. p. A. 21.31.		<i>[Signature]</i>			

Monsieur le Conseiller fédéral,

Jé vous prie de trouver à l'annexe mon rapport politique de fin de mission.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

L. P. H. H. H.

Annexe: 1 rapport politique



B U L G A R I E

Rapport politique de fin de mission

(15.5.1973)

Résumé

Au cours de ces 10 dernières années, la direction du parti communiste et celle de l'Etat se sont caractérisées par la stabilité et par la continuité de leur politique visant à consolider, à l'intérieur du pays, à l'édification d'une société socialiste développée et, à l'extérieur, à rechercher à entretenir avec ses pays voisins et comme avec les autres pays des relations si possible de plus en plus confiantes. Cette politique s'est poursuivie sous l'impressionnante emprise croissante de l'URSS.

I. Depuis 1944, année de la prise du pouvoir par les communistes, l'amitié et la coopération bulgaro-soviétique constituent la pierre angulaire de la politique étrangère de la Bulgarie. De fait, les liens entre les deux Etats n'ont cessé de se renforcer dans tous les domaines. En particulier la politique d'intégration de leurs économies, voulue par la direction bulgare, s'est intensifiée. Les détenteurs du pouvoir voient dans ce rapprochement grandissant la meilleure garantie du développement et de la sécurité du pays. De fait, leur alignement s'est avéré et s'avère toujours largement profitable sur le plan économique. En contrepartie, toutefois, il en résulte un tel d'état de subordination qu'il apparaît désormais irréversible.

L'identité de vue avec Moscou s'est manifestée sur toutes questions de politique étrangère et notamment au sujet de la Chine, du Vietnam, du Proche-Orient, de la sécurité et de la coopération européenne. Avec les autres pays de l'Est la Bulgarie a poursuivi l'élargissement et l'approfondissement de la coopération économique, scientifique et technique dans l'esprit du programme d'ensemble du CAEM. Il y a lieu de relever que les relations entre la Bulgarie et la Roumanie, qui s'étaient déjà

- 2 -

sensiblement améliorées, ont progressé au point de devenir excellentes en dépit des divergences de vues des deux pays sur le problème du monde. Les rencontres Jivkov-Ceaucescu ont marqué, en effet, un accroissement important de la coopération économique, vivement souhaitée par la Bulgarie et qui s'est caractérisée par un accord sur l'édification d'un complexe hydro-énergétique sur le Danube. Dans le contexte international actuel, il est à prévoir que ces rapports continueront à être exemplaires comme les qualifient les dirigeants bulgares, car ils répondent aux intérêts des deux parties.

Tout en s'associant aux démarches de l'URSS et des autres pays de l'Est en vue de hâter la convocation de la CESC, la Bulgarie a poursuivi l'intensification de ses contacts avec les pays d'Europe occidentale afin de créer une atmosphère favorable à la réunion de cette conférence.

Elle n'a témoigné d'aucun empressement à établir des relations diplomatiques avec la R.F.A. bien qu'au fond elle en ait le vif désir. Il est certain que la normalisation des rapports bulgare-ouest-allemand n'aura pas lieu tant que les négociations entre la R.F.A. et la Tchécoslovaquie ne déboucheront pas sur la conclusion d'un traité.

A la suite des accords intervenus entre Washington et Moscou, une tendance à l'amélioration du climat entre la Bulgarie et les Etats-Unis s'est manifestée.

A l'égard de la CEE, la position hostile de la Bulgarie ne s'est pas modifiée. Fortement intégrée elle-même au CAEM, elle ne met évidemment pas en cause le principe même de l'intégration, mais dénonce constamment la forme que celle-ci a prise en Europe occidentale, la considérant comme discriminatoire. De plus, l'élargissement de la CEE suscite son inquiétude pour l'avenir de ses

- 3 -

exportations. Enfin, elle considère comme une question de justice le bénéfice des préférences généralisées, sans devoir adresser à ce sujet une demande à la Communauté, ce qui la forcerait à faire un geste politique. A cet égard, elle invoque, qu'en ce qui la concerne, la clause de la nation la plus favorisée* est devenue en fait la clause de la nation la moins favorisée. *qui

Les dirigeants bulgares ont continué à accorder une grande importance aux rapports de leur pays avec ses voisins balkaniques. Toutefois, confirmant la tendance qui s'est manifestée depuis le Xème Congrès, ils ont mis l'accent sur la nécessité de les intensifier sur le plan bilatéral. Ils ont estimé que les conditions n'étaient pas encore mûres pour des initiatives multilatérales dans le sens proposé par la Roumanie pour des raisons qui lui sont propres. De leur point de vue, la coopération panbalkanique doit désormais se situer dans une optique européenne.

Le resserrement des relations entre la Bulgarie et la Grèce, souhaité tant par M. Jivkov que par M. Papadopoulos, dans les limites que chacun d'eux s'est assignées, a repris après un temps d'arrêt. L'installation de la nouvelle base américaine au Pirée ainsi que "l'ingérence étrangère" à Chypre avaient provoqué une vive irritation à Sofia. Néanmoins, par la suite, un accord de coopération économique, scientifique et technique, reprenant un certain nombre de points du vaste programme présenté par la Bulgarie en 1971, a été conclu.

La Bulgarie s'est efforcée de consolider des rapports de bon voisinage avec la Turquie. La direction bulgare considère avec raison que le processus a été entravé par la situation intérieure de ce pays. Toutefois, il faut aussi tenir compte d'autres facteurs. Des pressions sont exercées sur la minorité turque afin de l'amener progressivement à renoncer à l'enseignement de

- 4 -

sa langue maternelle, qui n'est pas obligatoire. L'assimilation des Pomaks est menée avec une rigueur accrue. Des difficultés sont créées au grand nombre de travailleurs turcs qui transitent par la Bulgarie (1'000'000 environ en 1972). Tant que cette situation subsistera, on ne peut s'attendre à aucun progrès sensible.

A la suite de la visite de M. Brejnev à Sofia en septembre 1971, les relations entre la Bulgarie et la Yougoslavie se sont nettement améliorées. Manifestement du côté bulgare un effort a été fait pour réduire la tension existante et créer un climat favorable à une rencontre Jivkov-Tito en vue de la normalisation des rapports entre les deux pays. Au cours de cette période, les polémiques de presse relatives à la question macédonienne, toujours et encore actuelle, semblent cependant graduellement prendre fin, tandis que la coopération économique, commerciale, scientifique et technique s'accroît. La Bulgarie a accepté, pour la première fois, qu'un accord - il est vrai de portée limitée, en l'occurrence un programme de coopération touristique - soit rédigé en langue macédonienne. D'autres accords ont été conclus dans différents domaines: déplacements dans les régions frontalières, échanges culturels, coopération en matière de télévision. De plus, les deux partis ont renoué leurs contacts interrompus depuis 1968 et des échanges de visites de personnalités ont eu lieu. Il faut aussi mentionner l'attitude très prudente de la presse bulgare au sujet des événements en Yougoslavie.

Etant donné cette évolution favorable, la direction bulgare considère que les conditions sont réunies pour préparer la rencontre au sommet. Mais, du côté yougoslave, on estime que cette rencontre n'a pas de signification aussi longtemps que la question macédonienne n'est pas en voie de règlement. Or, jusqu'à présent, les dirigeants bulgares n'ont pas modifié en quoi que ce soit leur position sur ce problème. Une véritable normalisation paraît dès

./..

- 5 -

lors extrêmement difficile.

Quant à l'Albanie, elle oppose aux avances bulgares l'immobilisme le plus complet et l'on entrevoit aucune perspective d'amélioration.

La Bulgarie a continué à développer ses rapports avec Chypre, qu'elle inclut abusivement dans la zone balkanique, et elle a considérablement intensifié ses contacts avec les pays socialistes arabes, en appui de la politique soviétique au Proche-Orient. Il est significatif à cet égard qu'elle a établi avec ces pays une coopération économique qui dépasse nettement ses possibilités.

D'une manière générale, elle a étendu son aide, technique et économique à un plus grand nombre de pays en voie de développement. Il faut relever qu'en plus de l'aspect idéologique, ceux-ci constituent pour elle de nouvelles sources de matières premières et lui ouvrent des marchés pour sa production, difficile à écouler en Europe occidentale.

II. Le 1er secrétaire du Comité central du Parti communiste bulgare, M. Todor Jivkov, Doyen des Chefs de Parti de l'ensemble des pays communistes, a vu sa position constamment renforcée. Chaque congrès a été pour lui une étape de plus vers la conquête d'un pouvoir de plus en plus absolu et de maintenir intacte son emprise au sein du Bureau politique et son pouvoir au Parti. Certes, des critiques au sujet de la direction ont été émises par quelques vétérans. Quoi qu'il en soit, il est difficile d'obtenir des informations précises au sujet des mouvements d'opposition qui doivent se produire inmanquablement au sein des dirigeants bulgares; il est apparu, au cours des dernières années qu'il ne s'agissait, somme toute, que de simples péripéties. Au reste, condition essentielle pour son maintien au pouvoir, la confiance que le Kremlin lui ac-

- 6 -

corde n'a jamais été démentie et ne semble pas près de l'être.

Certes, comme tout chef communiste, M. Todor Jivkov n'est pas invulnérable, mais ses perspectives à la tête du Parti sont actuellement des plus favorables. Il a fait preuve, au cours de sa carrière, d'une extraordinaire aptitude à survivre; malgré son orthodoxie et son caractère dur, il est patient, souple et recourt volontiers aux solutions pragmatiques; d'autre part, le Parti se présente comme un bloc dans lequel aucune fissure n'est perceptible et dans l'avenir, on ne voit aucune manifestation interne se produire.

Le fait qu'au moins deux des commissions du Comité central soient dirigées par des secrétaires de Todor Jivkov confirme la détente à l'accroissement du rôle du secrétariat au détriment du Bureau politique. Celui-ci paraît constituer bien plus un organe représentatif qu'un organe actif appelé à prendre des initiatives hardies dans un pays qui veut mettre en application les réalisations scientifico-techniques.

En ce qui concerne la direction de l'Etat, les dirigeants ont tenu à introduire une réforme importante en instituant, aux côtés du Gouvernement proprement dit, un organe nouveau, le Conseil d'Etat. En se plaçant à la tête du dernier organe, M. Jivkov en a souligné le rôle dominant tandis que le Gouvernement a été confié à M. Stanko Todorov, qui est un expérimenté "paratchik".

M. Gueorgui Traykov, leader de l'Union agrarienne qui, pendant de nombreuses années a assumé les fonctions de Président de l'Assemblée Nationale, s'est vu confier la Présidence de l'Union agrarienne en même temps qu'il était élu Vice-Président du Conseil d'Etat afin, selon M. Todor Jivkov, d'établir des relations plus étroites entre ce Conseil et l'organe en question.

- 7 -

Le remplacement de M. Traykov par le Dr Bonev, homme actif mais moins souple que son prédécesseur, vise à relever le rôle de l'Assemblée Nationale, objectif que le Bureau s'est assigné pendant plus de 20 ans mais, si son impulsion, l'amélioration du travail de l'Assemblée ne fait pas de doute, elle n'en demeure pas moins la-Chambre d'enregistrement des décisions du Parti communiste.

L'Etat communiste ne se conçoit pas sans une forte structure imposée aux masses. Comme tels, les organes de masse sont les auxiliaires du pouvoir appelés à structurer les différentes couches de la population dans une construction socialiste et de les mobiliser pour mettre en oeuvre la politique du Parti lequel s'efforce à chaque occasion d'accroître son rôle.

Les syndicats ont vu leur compétence s'élargir dans de nombreux domaines; toutefois, en ce qui concerne la défense des intérêts les plus immédiats, par exemple la fixation des normes de travail et le niveau des rémunérations, aucun changement décisif n'a été apporté à la situation existante. Sous ce rapport, les syndicats restent purement et simplement des fidèles organes d'exécution du pouvoir.

Le Front de la Patrie auquel des droits de contrôle social sont confiés joue en Bulgarie un rôle beaucoup plus important que dans les organes similaires d'autres pays de l'Est. Il faut noter qu'en pratique le recrutement de ses nombreux adhérents se fait automatiquement et que la grande majorité d'entre eux ne participent à ses activités que lorsqu'ils se sentent obligés.

L'adoption, en 1967, des thèses de M. Jivkov visant à souligner le rôle de la jeunesse a marqué le début d'un mouvement tendant à changer l'image du Komsomol. Il s'agissait d'en faire un

- 8 -

centre d'attraction pour la jeunesse. Le dernier congrès a révélé que le but était encore loin d'être atteint: en ce qui concerne l'endoctrinement, les insuffisances étaient manifestes. "Lutte contre l'indifférence, contre les manifestations, contre la morale bourgeoise" telles sont les principaux objectifs du Komsomol. En même temps que par l'activité de ses membres, il constitue la réserve de cadres du Parti communiste pour une minorité active, soigneusement sélectionnée.

III. La Bulgarie s'est toujours efforcée d'entretenir, avec notre pays, de bonnes relations. Les Bulgares, quel que soit leur appartenance politique apprécient hautement notre esprit d'indépendance, notre amour des libertés et citent souvent la Suisse comme un modèle d'équilibre et d'économie efficace à atteindre. A une très rare exception près les journaux n'ont jamais publié de critiques au sujet de notre pays. Les dirigeants bulgares ont parfaitement compris que la politique des visites qu'ils pratiquent intensément depuis quelques années n'était pas nécessairement un test de bonne ou mauvaise volonté de notre part si nous n'avons pas répondu à leurs appels pressés. Quoi qu'il en soit, des échanges de visites se sont limitées au rang de Vice-Ministre; est-ce l'amorce d'une spirale que les milieux bulgares voudraient certainement voir aboutir jusqu'au sommet ? C'est là une question qui se posera dans doute ces prochaines années. Au cours de ces visites, les porte-paroles bulgares ont manifesté leurs désirs d'élargir leurs contacts dans tous les domaines.

Le Ministère des affaires étrangères a chaque fois prêté à mes démarches une attention bienveillante. Si dans certains cas il a fallu les renouveler plus d'une fois, cela dénote pas toujours une mauvaise volonté de sa part mais bien le souci que leurs posent certaines règles qu'ils sont tenus d'observer en raison de leur étroite appartenance au bloc socialiste, plus particulièrement à l'URSS. *gm*